

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL DE LA COMMUNE D'ALZON

SEANCE DU 27 JUILLET 2023

Nombre de conseillers :

En exercice : 8
Présents : 7
Votants : 8

Date de convocation :

20 juillet 2023

Date d'affichage :

24 juillet 2023

L'an deux mille vingt-trois, jeudi 27 juillet, à 20 heures, le Conseil Municipal d'Alzon s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans la Salle de la bibliothèque, en séance à huis-clos, sous la présidence de Monsieur Roger **LAURENS**, Maire.

Présents : Elodie **BRUN**, Marie Hélène **DISPARD VIVENS**, Gérard **ABRIC**, Alain **BOUTONNET**, Dominique **CAUVAS**, Roger **LAURENS**, Patrick **REILHAN**.

Excusée : Odile **COLOMB**

Secrétaire de séance : Elodie **BRUN**

OBJET : ATTRIBUTION DE L'APPARTEMENT VACANT AU-DESSUS DE L'ECOLE A MME ANNA MOLECKA

A la suite de la visite de l'appartement vacant situé au-dessus de l'école et du dépôt du dossier complet pour la demande de location, Mme Anna **MOLECKA** a souhaité intégrer cet appartement à compter du 1^{er} juillet 2023. Elle loue cet appartement pour pouvoir accueillir des proches et d'autre part, pouvoir développer une activité professionnelle dans son ancien métier de soins esthétiques et énergétiques afin de développer une seconde activité hors saison touristique.

Le montant du loyer mensuel sera de **410,00 €**.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité :

DECIDE d'attribuer l'appartement vacant au-dessus de l'école à compter du **1^{er} juillet 2023** à Mme Anna **MOLECKA** pour un loyer mensuel de **410,00 €**.

AUTORISE le maire ou son représentant à signer tous les documents en lien avec la location.

Le Maire,
Roger **LAURENS**



Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Nîmes dans le délai de deux mois à compter de sa transmission auprès du représentant de l'Etat et de sa publication.

Certificat d'affichage du _____ au _____.

Envoi au contrôle de légalité le : _____

D
E
L
I
B
E
R
A
T
I
O
N